

Alain de Benoist

« Le peuple se dresse contre les élites »

Qu'est-ce que le populisme ? Alain de Benoist nous en propose une définition. Il revient par ailleurs sur différentes acceptions de la démocratie.

■ *L'Action Française 2000* – Quelles sont, selon vous, les principales caractéristiques du populisme ?

■ **Alain de Benoist** – Le populisme est un mode d'articulation d'un certain nombre de demandes politiques et sociales provenant de la base, du peuple par conséquent, soit directement, soit par l'intermédiaire de quelqu'un qui parle en son nom, et ce dans une perspective contre-hégémonique, face à une offre politique "d'en haut" jugée décevante ou franchement insupportable. En un mot, le populisme, c'est quand le peuple se dresse contre les élites, perçues comme une oligarchie qui ne vise qu'à satisfaire ses seuls intérêts. Son moteur réside dans le rejet de l'Établissement, la défiance vis-à-vis des médias installés et des partis de gouvernement, et l'appel lancé aux politiques pour qu'ils consentent à faire vraiment de la politique plutôt que s'en tenir à de la gestion administrative, c'est-à-dire à une "gouvernance" dont l'objectif réel est de gouverner sans le peuple. À partir de là, certains populismes peuvent privilégier le peuple en tant qu'eth-

nos, c'est-à-dire le peuple défini par son histoire, sa culture et ses mœurs ; d'autres le peuple en tant que *démos*, détenteur de la souveraineté populaire qui confère aux gouvernants leur légitimité ; d'autres encore le peuple en tant que *plèbs*, c'est-à-dire les classes populaires dominées. Mais dans la plupart des populismes, ces trois acceptions (le peuple politique, le peuple national et le peuple social) sont étroitement mêlées. Une autre grande caractéristique du populisme est de substituer au classique schéma horizontal de l'affrontement droite-gauche un schéma vertical opposant "ceux d'en haut" à "ceux d'en bas". En France, cela correspond à l'opposition très bien décrite par Christophe Guilluy entre la « France périphérique » et les élites urbaines mondialisées. Le principal clivage, dans cette optique, est celui qui oppose ceux qui profitent de la mondialisation et ceux qui en sont les victimes, les classes populaires et les classes moyennes en voie de déclassement à la grande bourgeoisie acquise à la fois au libéralisme économique et au libéralisme "social", bref les gens ordinaires et la Nouvelle Classe.

■ **Ne pensez-vous pas que les mouvements populistes sont voués à l'échec ou à se déliter dès lors que leur succès implique une compromission avec un cadre institutionnel qui leur est foncièrement hostile ?**

■ Le risque pour un mouvement politique de se "déliter" en acceptant des compromissions allant au-delà des évolutions stratégiques ou tactiques meubées nécessaires par les circonstances du moment ne concerne pas spécialement les mouvements populistes. Mais qu'entendez-vous par un « cadre institutionnel foncièrement hostile » ? Un populisme conséquent vous répondrait que c'est précisément aux mouvements populistes de créer le cadre dont ils ont besoin pour mettre en œuvre leur programme. La notion clé est ici que le peuple représente aussi le pouvoir constituant.

■ **En quoi êtes-vous démocrate ? Que pensez-vous, par ailleurs, de la perspective d'une restauration de la monarchie en France ?**

■ C'est "en quoi", permettez-moi de vous le dire, ressemble beaucoup à un "pourquoi" ! J'ajoute qu'en acceptant d'exposer mes raisons d'être démocrate dans un journal qui – talentueusement d'ailleurs – poursuit à longueur de colonnes la démocratie, je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur la possibilité d'être entendu ! Mais je ne me débrayai pas devant l'obstacle. Je suis d'abord pour la démocratie pour une raison négative : c'est que je vois mal aujourd'hui ce qui pourrait la remplacer. Je n'ai aucun goût pour la dictature, et si je trouve le principe monarchique sympathique, je l'estime peu adapté à notre temps. La monarchie de droit divin est impossible de nos jours, si bien que toutes les monarchies qui existent en Europe sont des monarchies constitutionnelles (que Maastricht excluait, c'est-à-dire des démocraties couronnées qui, sociologiquement et intellectuellement, c'est-à-dire du point de vue de l'idéologie dominante, ne se distinguent en rien des républiques). Les choses, à mon avis, se jouent beaucoup plus au niveau des "infrastructures", c'est-à-dire au niveau de la sociabilité et au niveau de peuple.



La démocratie, par ailleurs, peut se concevoir de bien des façons. La démocratie libérale, dont les dysfonctionnements sont pour une grande part à l'origine du populisme, se confond avec le parlementarisme et la représentation. C'est un régime constitutionnel exclusivement fondé sur le suffrage et le pluralisme des partis, où la *démocratie* n'est plus que l'espace social négocié avec un État de droit. Le peuple n'y est souverain que le jour de l'élection (dès le lendemain, sa souveraineté est captée par les représentants au profit desquels il s'en est dessaisi (ce qu'avait déjà observé Rousseau)). La souveraineté parlementaire remplace ainsi le souveraineté populaire. Or, ainsi que Carl Schmitt s'a creusé de le répéter, un peuple a d'autant moins besoin d'être représenté qu'il est politiquement présent à lui-même. Le principal mérite de la démocratie est précisément là, à mes yeux. En permettant à tous les citoyens de participer aux affaires publiques et de décider le plus possible par eux-mêmes de ce qui les concerne, elle permet aussi au peuple d'être politiquement présent à lui-même – et par là, d'exister véritablement en tant que peuple. Ce qui définit le mieux la démocratie, ce n'est donc ni le suffrage, ni la "loi du nombre", mais la participation, laquelle exige à son tour que soient mises en place des procédures et des techniques permettant aux sociétaires de s'extraitre de l'espace privé, qui est l'espace de la nécessité, comme le disait Aristote, pour s'affirmer comme citoyens dans l'espace public, qui est l'espace de la liberté. Mais on est alors là à mille lieues de la démocratie libérale ! a

Propos recueillis
par Louis Montarlot

■ Alain de Benoist, *Droite-gauche, c'est fini ! Le Mouvement populiste*, éd. Pierre Guillaumin, de Boeck, janvier 2017, 352 p., 25,90 euros.

